

Baccalauréat : une réforme en débats

► Le gouvernement présentera, le 14 février, son projet de réforme du baccalauréat et du lycée, à partir du rapport Mathiot, rendu public mercredi

► « Le Monde » ouvre le débat sur les enjeux de cette transformation et ses effets possibles

sur le système éducatif dans son ensemble

► « Cette réforme du bac est nécessaire », note l'universitaire Jean-Robert Pitte. « Ce projet suscite des réserves », rétorque le sociologue Pierre Merle

► « Si la réforme ne s'intéresse pas à la qualité réelle

de la formation, elle aboutira à un lycée de la performance factice », s'alarme la Société des agrégés

► L'instauration d'un grand oral est « une chance pour tous », écrit Cyril Delhay, professeur à Sciences Po

PAGES 24-25

La réforme du bac est juste et bonne

Pour l'universitaire Jean-Robert Pitte, le rapport Mathiot pour un baccalauréat rénové, remis mercredi au ministre de l'éducation nationale, revalorise les équipes pédagogiques des lycées et donne une véritable autonomie aux universités

Par **JEAN-ROBERT PITTE**

Le baccalauréat est un rite de passage devenu monument historique ou, comme dirait Pierre Nora, un lieu de mémoire de l'identité française. Loin de moi l'idée de nier la nécessité de l'un et de l'autre. Le problème est qu'au fil des ans, le bac est en partie devenu une passoire et son statut de premier grade de l'enseignement supérieur est une mascarade. Jean-Pierre Chevènement avait cent fois raison de dire que 80 % d'une classe d'âge devait accéder au niveau du baccalauréat. Je dirais même 100 %, à la condition de ne pas oublier l'élément de sa phrase « au niveau du ». Il est démagogique et injuste de laisser croire aux lycéens que, munis de l'illusoire sésame, ils ont un

accès libre à n'importe quelle filière de l'enseignement supérieur et que, s'ils échouent, c'est parce que les universités manquent de moyens pour les encadrer et rattraper leurs lacunes dans les disciplines qui sont indispensables à leur réussite.

Quant aux sureffectifs dans des filières d'apparence séduisante mais sans débouchés professionnels suffisants, c'est une question que les universités ont très largement refusé de traiter de front, préférant réclamer – en vain – des moyens supplémentaires pour accueillir tout le monde et se résignant en dernier ressort à l'affligeant tirage au sort.

PRENDRE CE MOMENT AU SÉRIEUX
 Comment un nombre non négligeable de professeurs de lycées et d'universités a pu adhérer à l'idéologie de la réussite pour tous sans ef-

fort ? Leur argument est connu : moins les jeunes ont pu bénéficier d'un entourage familial les accompagnant dans le travail scolaire et l'éveil à la vie intellectuelle et à la culture savante, moins il faut être exigeant avec eux. Funeste erreur qui témoigne d'une ignorance abyssale des principes qui animaient les hussards noirs de la III^e République, pour qui l'exigence était grande et la même pour tous, y compris vis-à-vis des enfants de parents n'ayant pas eu la chance de fréquenter l'école dans leur jeunesse. La méritocratie est l'un des fondements de la République ! La fâcheuse habitude française de descendre dans la rue au moindre risque de remise en cause de ces principes a convaincu bien des gouvernements de toutes sensibilités qu'on ne pouvait toucher au baccalauréat ni à l'entrée



dans l'enseignement supérieur. Comme je l'ai entendu souvent de ministres par ailleurs convaincus de l'absurdité de la situation : « *Quand le dentifrice est sorti du tube, il est impossible de l'y faire rentrer.* »

Réjouissons-nous donc de voir un gouvernement s'attaquer en même temps à la réforme du baccalauréat et à l'entrée dans l'enseignement supérieur, non pas en décourageant la jeunesse mais en l'invitant à prendre ce moment essentiel de sa vie au sérieux. La mise en place du contrôle continu et la prise en compte du livret scolaire doivent faire partie d'une réforme trop longtemps différée. Elle est juste et bonne. Elle revalorise les équipes pédagogiques des lycées, souvent ébahies par la différence entre leur jugement sur le niveau des élèves et les résultats du bac. Elle donne enfin une véritable autonomie aux universités qui pourront recruter leurs étudiants – la règle de toutes les universités de la planète – en s'engageant à les conduire au succès et, après la délivrance des diplômes, à une insertion professionnelle rapide, seul critère de réussite des cursus.

Faut-il encore que les établissements du secondaire jouent le jeu et que les livrets scolaires fassent l'objet de soins encore plus attentifs. Faut-il aussi que les universités mettent réellement en œuvre la réforme en cours de discussion au Parlement, sans se draper dans une attitude d'un autre temps – qui remplit de stupeur les universitaires étrangers – en voulant continuer à accepter tout le monde et à pratiquer la sélection par abandon et échec en réclamant davantage de moyens financiers à l'Etat. Les conseils et assemblées générales qui votent en ce moment des motions en ce sens font mine d'oublier que les bons lycéens se dirigent très majoritairement en direction des filières sélectives : BTS, IUT, classes préparatoires, écoles de commerce et d'ingénieurs postbac, universités étrangères, etc. Elles se sabordent donc le plus tranquillement du monde.

La réforme du baccalauréat proposée par Pierre Mathiot, ex-directeur de Sciences Po Lille, est vraiment nécessaire dans ses grandes lignes. Elle devra s'articuler pleinement avec la réforme de l'entrée dans l'enseignement supérieur. Elle permettra aux

élèves de se spécialiser plus tôt et de mieux s'inscrire dans une orientation anticipée. Elle demandera sans doute des ajustements permettant au nouveau baccalauréat de vérifier un bon niveau de culture générale des élèves ainsi mieux préparés à entrer dans le supérieur. Pourquoi pas un grand oral valant 15 % de la note finale ? Il conviendra de veiller à ce que cette épreuve repose sur un suivi régulier des enseignants pour que les dossiers préparatoires ne fassent pas l'objet d'un commerce via Internet. Il reste à souhaiter énergie et détermination au gouvernement afin que cette nécessaire réforme, inscrite au programme du président de la République, entre au plus vite dans les faits. Son meilleur soutien pourrait venir de notre jeunesse, parfois plus mûre que ses aînés. ■



Jean-Robert Pitte est secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques et auteur de « *Stop à l'arnaque du bac : plaidoyer pour un bac utile* » (Oh! Editions, 2007)